
La maltraitance envers les personnes âgées vulnérables

Jean-Michel CAUDRON

Coordonnateur de Perspective, centre francophone d'expertise
en ingénierie gériatrique

Valentine CHARLOT

Neuropsychologue consultante, cofondatrice et présidente de l'association
Le Bien Vieillir

Caroline GUFFENS

Directrice d'une maison de repos, cofondatrice et administratrice déléguée
de l'association Le Bien Vieillir

territorial éditions

Référence DE 529 – Janvier 2011 – Prix : 70 €

Groupe Territorial

BP 215 - 38506 Voiron Cedex - Tél. : 04 76 65 87 17 - Fax : 04 76 05 01 63

Retrouvez tous nos ouvrages sur

<http://librairie.territorial.fr>

Avertissement de l'éditeur :

La lecture de cet ouvrage ne peut en aucun cas dispenser le lecteur de recourir à un professionnel du droit.

Ce pictogramme mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'auteur de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique, le développement massif du **photocopillage**.



Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (**CFC**, 20 rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).

© Groupe Territorial, Voiron

ISBN : 978-2-8186-0009-2

ISBN version numérique : 978-2-8186-0010-8

Imprimé par Les Deux-Ponts, à Bresson (38) - Janvier 2011

Dépôt légal à parution

Sommaire

Préface	
Comprendre pour prévenir	p.9
Introduction	p.11

Partie 1

L'état des lieux de la maltraitance

I • Contexte introductif	p.15
A - Vieillesse de la population	p.15
1. L'allongement de la durée de la vie	p.15
2. L'augmentation du nombre de personnes de 60 ans et plus dans la population	p.17
3. Le contexte culturel et social de ces changements démographiques	p.17
4. L'hétérogénéité de la vieillesse et l'apparition d'une nouvelle tranche d'âge entre l'âge mûr et le début de la vieillesse	p.19
B - Quelques statistiques	p.20
1. Les chiffres des lieux de vie	p.20
2. Les chiffres de la dépendance en France	p.21
II • État des lieux sur la maltraitance	p.22
A - La prise de conscience de la maltraitance	p.22
B - Qu'est-ce que la maltraitance?	p.24
1. Définition	p.24
2. Les formes de la maltraitance	p.26
3. L'ampleur de la maltraitance et sa répartition	p.30
4. Les lieux : au domicile et dans l'institution	p.30
5. Les auteurs de la maltraitance	p.31
6. Les conséquences de la maltraitance	p.32
C - Les facteurs de maltraitance	p.33
1. Facteurs liés à la victime	p.35
2. Facteurs liés à l'auteur	p.36
3. Facteurs environnementaux	p.37
4. Le burn-out des aidants professionnels et familiaux	p.38
III • La maltraitance en institution	p.39
A - Définition et contexte	p.40
1. Le contexte institutionnel français	p.40
2. La spécificité du lieu de vie institutionnel : ses acteurs	p.42
3. Les facteurs environnementaux de maltraitance en institution	p.47
4. Le silence institutionnel	p.51
B - Maltraitance et non-bienveillance en institution	p.54
1. Quelques exemples de maltraitements institutionnels	p.56
2. Les maltraitements civiques	p.56
3. Les maltraitements médicamenteux	p.59
4. La familiarité	p.65
5. Les refus d'autonomie	p.66

IV • La maltraitance à domicile	p.69
A - Contexte	p.69
B - Définition	p.70
C - Auteurs	p.71
D - Victimes	p.71
E - Les formes de maltraitance à domicile	p.71
F - La notion d'aidant naturel	p.73
1. Définition	p.73
2. Qui sont-ils?	p.73
3. Changement de rôle	p.75
4. Nature et fréquence de l'aide apportée	p.75
G - Facteurs de risque	p.76
1. Le silence	p.76
2. Le syndrome démentiel	p.77
3. Le manque de connaissances	p.78
4. Le refus de l'aide	p.78
H - L'épuisement des familles aidantes à domicile	p.79
1. L'épuisement	p.79
2. Les sources de stress	p.80
3. Les conséquences du <i>burn-out</i> sur la relation d'aide	p.80

Partie 2

Actions et procédures

I • Lutte gouvernementale contre la maltraitance	p.85
A - La circulaire DGAS/SD2 n° 2002-280 du 3 mai 2002 relative à la prévention et à la lutte contre la maltraitance envers les adultes vulnérables, et notamment les personnes âgées	p.85
1. La mise en place de dispositifs départementaux coordonnés de prévention et de lutte contre les maltraitances envers les adultes vulnérables	p.86
2. Le développement et la création d'antennes d'appel et de recueil téléphonique des signalements de maltraitance	p.87
B - Plan de développement de la bientraitance et de renforcement de la lutte contre la maltraitance de 2007	p.88
1. Discours du ministre, le 15 mars 2007, pour présenter le plan	p.88
2. Un plan d'action en 10 mesures concrètes (dossier de presse)	p.91
3. Le détail des 10 mesures concrètes du plan	p.92
C - Maltraitance financière : renforcer la protection juridique des personnes dépendantes grâce à la loi de réforme des tutelles	p.102
1. Le constat	p.102
2. L'objectif	p.102
3. Les mesures	p.102
D - Instruction ministérielle n° DGAS/2A/2007/112 du 22 mars 2007 relative au développement de la bientraitance et au renforcement de la politique de lutte contre la maltraitance	p.103
1. Améliorer la procédure de signalement et la détection des situations de maltraitance	p.104
2. Renforcer l'efficacité et la fréquence des contrôles	p.106
3. Mettre en place une véritable politique de prévention et de promotion de la bientraitance	p.108

E - Les inspections en établissement en pratique	p.116
1. Qu'est-ce qui déclenche une inspection des services déconcentrés de l'État dans un établissement?	p.116
2. Sur quelle organisation s'appuie l'action des services de l'État?	p.117
3. Comment sont gérées les plaintes?	p.117
4. Comment s'organise une inspection programmée?	p.118
5. Le rapport d'inspection	p.118
F - Protection des salariés qui ont témoigné de mauvais traitements ou privations	p.119
G - Circulaire DGAS/2A n° 2008-316 du 15 octobre 2008 relative au renforcement des missions d'inspection et de contrôle au titre de la lutte contre la maltraitance des personnes âgées et des personnes handicapées	p.119
H - Analyse nationale de l'état du déploiement des pratiques professionnelles concourant à la bientraitance des résidents en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et perception de leurs effets par les conseils de vie sociale	p.121
I - Répartition des rôles entre ARS et DRJSCS : circulaire n° DGCS/2A/2010/254 du 23 juillet 2010 relative au renforcement de la lutte contre la maltraitance des personnes âgées et des personnes handicapées et au développement de la bientraitance dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant de la compétence de l'ARS	p.122
J - Recommandations de l'ANESM sur les pratiques de bientraitance	p.132
II • Prévention des chutes chez les personnes de 60 ans et plus : limiter les risques de la contention physique	p.133
A - Introduction	p.133
B - Présentation générale du guide <i>Limiter les risques de la contention physique de la personne qui avance en âge</i>	p.133
C - La prévention des chutes chez les personnes de 60 ans et plus : état des lieux des pratiques	p.134
1. Les motifs de la contention	p.134
2. Les risques de la contention	p.135
D - Comment mettre en place une contention physique en diminuant les risques?	p.135
E - Comment mener à bien une politique de réduction d'utilisation de la contention?	p.136
F - Conclusion	p.138
III • Conférence de consensus sur la liberté d'aller et venir dans les établissements sanitaires et médico-sociaux et obligation de soins et de sécurité	p.139
A - Questions posées	p.139
B - Avant-propos	p.139
C - Préambule	p.139
D - Les situations concernées	p.140
E - Les publics et les lieux concernés	p.141
1. Les personnes soignées et accueillies	p.142
2. Les professionnels	p.142
3. Les établissements	p.142
F - Les réponses aux questions posées	p.143
1. Question 1 : Quelles sont les raisons invoquées pour justifier des restrictions au principe fondamental d'aller et venir? Lesquelles peut-on retenir?	p.143
2. Question 2 : Comment sont appréciées les raisons justifiant les restrictions aux libertés selon le lieu, le moment et la situation dans lesquels la personne se trouve?	p.146
3. Question 3 : Quelles doivent être les conditions d'application des raisons invoquées pour justifier des restrictions au principe fondamental d'aller et venir?	p.151

4. Question 4 : Comment concilier d'éventuelles restrictions à la liberté d'aller et venir en établissement sanitaire et médico-social et le droit à la vie privée?	p.155
5. Question 5 : Quelles sont les attentes et les responsabilités des usagers et de leur entourage sur le dilemme entre la liberté d'aller et venir et les obligations de soins et de sécurité dans les établissements?	p.159
G - Perspectives	p.161
1. Formations	p.161
2. Études et recherches	p.162

IV • Guide de gestion des risques de maltraitance en établissement

A - Présentation du guide : contexte, démarche et contenu	p.163
1. L'amélioration de la sécurité dans le secteur sanitaire	p.163
2. L'émergence de la problématique dans le secteur social et médico-social	p.164
3. La démarche et le contenu	p.164
B - Méthodologie en gestion des risques	p.165
1. L'identification des risques : « connaître pour pouvoir agir »	p.165
2. L'analyse et le traitement des risques	p.166
3. Management des risques : principes fondamentaux	p.166
4. Les conditions spécifiques de mise en œuvre dans le secteur des personnes âgées	p.166
C - Boîte à outils	p.167
1. Typologie des principaux risques de maltraitance	p.167
2. Présentation et utilisation de la grille	p.167

V • Le dispositif national de lutte contre la maltraitance envers les personnes âgées et les adultes handicapés

A - Le réseau national de proximité	p.168
B - Les 2 acteurs du dispositif national	p.168
1. Alma France	p.168
2. L'Afbah	p.169

VI • Réseau Internet francophone Vieillir en liberté (Rifvel)

A - Fiche synthétique des actions innovantes : Réseau Internet francophone Vieillir en liberté	p.170
B - Référentiel favorisant la sécurité des personnes vulnérables (Louis Plamondon, juriste et sociologue, Université de Montréal, septembre 2006)	p.172
1. Contributions : Stratégie nationale pour la prévention du crime du gouvernement du Canada (CNPC, Canada) en collaboration avec le ministère de la Sécurité publique du Québec (bureau des technologies d'apprentissage, direction des ressources humaines - Canada [Drhc-Bta])	p.172
2. Démarche empirique et de recherche action	p.173
3. La sécurité est un besoin fondamental dans le développement de la personne et une ressource de l'environnement	p.173
4. La sécurité en tant que ressource de l'environnement	p.173
5. Propositions de définitions	p.174
6. Le référentiel Rifvel	p.174
7. Aperçu des résultats de la recherche action	p.175
8. Perspective de recherche et d'intervention	p.178
9. Le référentiel d'intervention du Rifvel	p.178

VII • Diaporama sur les abus et négligences de « Papidoc »

VIII • « Vieux » : vidéo du spectacle théâtral du même nom

A - Fiche synthétique des actions innovantes sur « Vieux »	p.180
B - Maltraitance familiale et institutionnelle	p.181
1. Scénario de la pièce	p.181
2. Extraits	p.181
3. Pour se procurer la vidéo	p.181

IX • Signes de maltraitance	p.182
A - Le maltraitant potentiel	p.182
1. Une attitude d'écoute	p.182
2. Distinguer les récits de maltraitance des états délirants	p.182
3. Poser un diagnostic	p.183
B - Les signes d'alerte de la maltraitance	p.184
1. Les signes d'alerte en fonction du lieu de vie	p.184
2. Les signes d'alerte non spécifiques par type de maltraitance	p.185
X • La prévention de la maltraitance	p.187
A - Quelques conseils	p.187
1. Conseils à la personne qui avance en âge	p.187
2. Conseils à l'aidant	p.187
B - Principes et moyens de prévention	p.188
1. Quelques principes	p.188
2. Quelques moyens de les appliquer	p.189
XI • Agir face à la maltraitance	p.191
A - Les démarches face à des suspicions de maltraitance	p.191
1. Attitudes à adopter	p.191
2. Quelques principes d'intervention	p.193
3. L'obligation de porter secours à une personne en péril	p.193
B - Le signalement d'une situation de maltraitance	p.194
1. Que veut dire « signaler » ?	p.195
2. L'obligation de signalement	p.195
3. Le cas particulier des fonctionnaires : aviser sans délai le procureur	p.196
4. Le secret professionnel et sa levée	p.196
5. La protection des agents publics qui procèdent à un signalement	p.198
6. À qui rapporter une situation de maltraitance ?	p.198
7. Le soutien lors de signalement de situations de maltraitance	p.199
C - Des aides extérieures	p.199
1. La médiation par une personne qualifiée	p.200
2. Le dispositif départemental d'accueil et d'écoute téléphonique	p.200
 Postface	
Quelques réflexions sur la maltraitance	p.201

Annexes

Annexe I • Diaporama sur les abus et négligences, téléchargeable sur le site de Lucien Mias, « Papidoc » (http://papidoc.chic-cm.fr/400bd.html)	p.207
Annexe II • Maltraitance de l'âgé : éléments pour une collecte de l'information relative à des abus ou négligences sur personnes âgées	p.208
Annexe III • Démarches utiles en pratique quotidienne	p.209
Annexe IV • Les fondements juridiques de la prévention et de la lutte contre la maltraitance dans les établissements sociaux et médico-sociaux	p.210
Annexe V • Le signalement et ses suites non judiciaires	p.213

Annexe VI • Le signalement et ses suites judiciaires	p.214
Annexe VII • L'éthique d'Alma	p.215
Annexe VIII • Charte des droits et des libertés de la personne âgée en situation de handicap ou de dépendance	p.217
Annexe IX • Charte des droits et des libertés de la personne accueillie	p.222
Annexe X • Circulaire n° 2002-265 du 30 avril 2002 relative au renforcement des procédures de traitement des signalements de maltraitance et d'abus sexuels envers les enfants et les adultes vulnérables accueillis dans les structures sociales et médico-sociales	p.226
Annexe XI • Extrait de la circulaire NDAGPB/MOS/MSD n° 2007-62 du 8 février 2007 portant directive nationale d'orientation pour 2007	p.236
Annexe XII • La boîte à outils	p.237
Annexe XIII • Programme d'inspection des établissements sociaux et médico-sociaux – Prévenir la maltraitance : identifier les risques (2007/2011)	p.255
Annexe XIV • Programme pluriannuel de prévention de la maltraitance 2007 / 2011 – Guide d'analyse des risques	p.270
Annexe XV • Gestion des risques de maltraitance en établissement	p.288
Annexe XVI • Dossier de presse «La politique de bienfaisance en direction des personnes âgées	p.299
Bibliographie	p.313